



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 6 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 novembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Biosynthis SARL**

883 avenue du Clain  
Lieu-dit "La Chaume"  
86130 Dissay

Références : 2024 1658 UbD16-86 ENV86  
Code AIOT : 0003105836

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 novembre 2024 dans l'établissement Biosynthis SARL implanté 883 avenue du Clain Lieu-dit "La Chaume" 86130 Dissay. L'inspection a été annoncée le 21 novembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Biosynthis SARL
- 883 avenue du Clain Lieu-dit "La Chaume" 86130 Dissay
- Code AIOT : 0003105836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOSYNTHIS SARL est spécialisée dans la production et le développement de produits oléochimiques (issus de transformations physico-chimiques appliquées aux huiles et aux graisses animales et végétales) biosourcés et biodégradables, destinés au marché de la cosmétique et autres industries.

Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 2024 DCPPAT/BE-001 en date du 2 janvier 2024.

La société exploite un autre site (bâtiments loués), rue de la gare, objet d'une déclaration en 2017 au titre de la rubrique 2240 pour l'exploitation d'une installation de distillation (actuellement en maintenance selon l'exploitant).

Cette inspection est diligentée dans le cadre d'un contrôle de type "visite post-mise en exploitation".

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des eaux superficielles / valeurs limites de concentration	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.5.4	Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.7.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.7.1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Maîtrise des risques process hydrogénation	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 9.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Maîtrise des risques fluide caloporteur des process H2O-1, H2O-2 et R700	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 9.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
14	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
16	Liste des mesures de prévention	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.8.1	Demande d'action corrective	4 mois
17	Modification des installations	Code de l'environnement du 28 novembre 2024, article R. 181-46	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux superficielles / fréquence des contrôles	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.6.2	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 3.1.3	Sans objet
6	Suivi des réservoirs aériens	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.7.2	Sans objet
9	Protection du réseau d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.2.2	Sans objet
12	Rétention des produits dangereux (bâtiment stockage)	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 9.4.1	Sans objet
15	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant
18	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 1.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La liste des mesures de maîtrise des risques de chacune des installations doit être établie.

La modification relative au stockage des alcools dans les réservoirs de 30 m<sup>3</sup> doit faire l'objet d'un porter à connaissance (PAC).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux superficielles / fréquence des contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>  point de rejet n°2 (sortie cuve aérienne de stockage des eaux de lavage des unités de production, <b>si effluents non traités hors site</b> ) : - périodicité quotidienne ou mensuelle selon les composés suivis  point de rejet interne n°5 (aval bassin de rétention / pompe de relevage) : - périodicité annuelle
<b>Constats :</b>  <u>Effluents industriels</u> Depuis le début de l'exploitation, les effluents industriels constitués par les eaux de lavage sont traités en tant que déchets hors site, par la société Chimirec-Delvert. Le registre de suivi des déchets présenté par l'exploitant montre qu'environ 8 t de ces effluents aqueux ont été produites depuis le début de l'année. L'exploitant a fait analyser ces effluents et envisage, le cas échéant, de les rejeter dans le réseau des eaux usées. Les dernières analyses réalisées par la société Apave (rapport du

20 novembre 2024) mettent en évidence des valeurs en COT, MEST et hydrocarbures supérieures aux dispositions réglementaires. Il est envisagé l'ajout d'un dispositif afin de piéger les hydrocarbures. L'inspection rappelle qu'un tel rejet dans le réseau ne pourra être mis en œuvre qu'après l'obtention d'une autorisation de raccordement à la station d'épuration de Dissay et après en avoir informé le préfet (porter-à-connaissance).

#### Eaux superficielles (eaux de ruissellement)

Le dernier rapport d'analyse des eaux de ruissellement a été établi par la société Apave le 17 juillet 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 2 : Surveillance des eaux superficielles / valeurs limites de concentration

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux de ruissellement

#### **Prescription contrôlée :**

point de rejet n° 5

paramètre	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)
pH		entre 5,5 et 8,5
DCO	1314	300 mg/l si flux journalier ≤ 100 kg/j 125 mg/l au-delà
DBO5	1313	100 mg/l si flux journalier ≤ 30 kg/j 30 mg/l au-delà
MES	1305	100 mg/l si flux journalier ≤ 15 kg/j 35 mg/l au-delà
HCT	7009	10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j

#### **Constats :**

Le rapport d'analyse des eaux de ruissellement daté du 17 juillet 2024 ne met pas en évidence de non-conformités.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les résultats des analyses doivent être transmis via l'application Gidaf, nécessitant une inscription :

<https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf>

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Surveillance des sols

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.7.4

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet au préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une proposition de programme de surveillance des sols, précisant : la fréquence, les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. La fréquence de surveillance ne pourra être inférieure à dix ans. Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 27 juin 2024, l'exploitant a transmis une proposition de programme de surveillance des sols (rapport APAVE daté du 27 juin 2024). Par courriel du 5 juillet, l'inspection a indiqué que le programme devait être amendé afin de procéder à des sondages de profondeur minimale 2 m.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La proposition de programme doit être modifiée selon les observations de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet au préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'étude hydrogéologique susmentionnée ainsi qu'une proposition de programme de surveillance des eaux souterraines, précisant : les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus. La surveillance des eaux souterraines est mise en œuvre au moins deux fois par an, dans des configurations hydrogéologiques contrastées. Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 5 avril 2024, l'exploitant a transmis le rapport préalable à l'implantation des piézomètres, daté du 4 avril 2024 et établi par la société Apave. Les 3 piézomètres ont été implantés entre le 26 et le 28 mars et ont fait l'objet d'une déclaration auprès du Brgm le 4 avril 2024.  L'exploitant signale qu'il projette l'implantation d'un 4 <sup>eme</sup> piézomètre, soit un 3 <sup>eme</sup> ouvrage en aval hydraulique supposé. Les travaux sont prévus en printemps 2025.

<p>Une proposition de programme de suivi des eaux souterraines a été transmise le 24 avril 2024 (rapport Apave daté du 4 avril 2024). Par courriel du 29 avril 2024, l'inspection a rappelé que le suivi avait pour objectif d'apprécier les impacts des activités sur le milieu eaux souterraines au regard des stockages et production de substances dangereuses (i.e. substances à mentions de dangers définies à l'article 3 du règlement 1272/2008 du parlement européen et du conseil du 16 décembre 2008) et précisé que le site utilisait notamment des alcools / alcènes à mentions de dangers H400 / H410 /H411. Ces composés doivent être ajoutés à la proposition de programme de suivi.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La proposition doit être amendée (suivi des alcools / alcènes) avant mise en œuvre du suivi selon les prescriptions préfectorales. Les éléments justifiant la pose et l'emplacement d'un piézomètre complémentaire seront transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Odeurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 3.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution atmosphérique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 3 mois après le début de l'exploitation des procédés susceptibles de produire des situations odorantes, dont le procédé de concentration de squalène (CSQ), l'exploitant réalise et transmet à l'inspection un état olfactif des émissions odorantes générées à l'intérieur du site ainsi que dans l'environnement du site, notamment au droit des zones habitées. Les investigations ont pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de caractériser les émissions odorantes des différentes installations à l'intérieur du site ;</li> <li>• de cerner l'impact odorant des installations à l'extérieur du site, d'un point de vue qualitatif, quantitatif et géographique.</li> </ul> <p>Le rapport précité intègre, selon les résultats de l'étude, un plan de gestion présentant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un protocole décrivant les mesures à prendre, associé à un échéancier ;</li> <li>• un protocole de surveillance des odeurs, intégrant une campagne a minima annuelle de mesure des odeurs.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant rappelle qu'il n'est pas envisagé, au regard du contexte concurrentiel, d'implanter le process de concentration de squalène (process « CSQ ») et qu'il a pris la décision de ne pas installer de chaudière biomasse, installations susceptibles de produire des nuisances olfactives.</p> <p>L'inspection n'a pas perçu d'émissions odorantes lors de la visite et n'a pas été destinataire de</p>

<p>signalements depuis le début de l'exploitation des autres installations.</p> <p>La production d'une étude olfactive n'apparaît pas, à ce stade, justifiée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Suivi des réservoirs aériens

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat initial / inspection des stockages d'alcool de 30 m<sup>3</sup></p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise un état initial des réservoirs, de ses caractéristiques de construction et de conception (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel).</p> <p>À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection des réservoirs conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. Le programme d'inspection est défini dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant utilise un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) pour la maintenance préventive / curative.</p> <p>Il dispose du dossier de réception des réservoirs contenant tous les éléments permettant d'établir l'état initial de ces installations.</p> <p>L'échéance réglementaire afin de finaliser le programme d'inspection est fixée au mois de janvier 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation des secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose [...] de 2 réserves incendie d'une capacité minimale unitaire de 120 m<sup>3</sup> et 140 m<sup>3</sup>. Ce réseau dispose de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention du service départemental d'incendie et de secours de la Vienne (SDIS).</p> <p>[...]</p> <p>Au plus tard le 31 décembre 2025, les moyens définis ci-dessus sont complétés par des robinets d'incendie armés répartis dans les halls stockage, production et utilités. Dans l'intervalle, il dispose aux emplacements prévus pour les robinets incendie armés d'extincteurs à poudre 50 kg adaptés aux grands feux de classes ABC.</p> <p>[...]</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des compte-rendus de réception des deux citernes souples de capacité 120 et 140 m<sup>3</sup>, datés du 7 février 2023, signalant 2 non-conformités pour chacune des citernes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• signalétique absente ;</li> <li>• absence de dispositif de réalimentation.</li> </ul> <p>Le jour de l'inspection, des panneaux signalant l'emplacement des citernes sont implantés.</p> <p>L'exploitant a établi un mode opératoire pour le remplissage des citernes (référence D2_14_QSE_IT_44), via un tuyau d'arrosage. Le contrôle du niveau d'eau est planifié tous les 6 mois.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les rapports de contrôles des citernes établis par la société EUROFEU le 23 octobre 2024.</p> <p>Des RIA sont implantés dans les bâtiments production / utilités. L'exploitant dispose du dossier de réception, daté du 11 mars 2021.</p> <p>Deux extincteurs de 50 kg sont positionnés dans le bâtiment stockage. À terme, il est prévu d'implanter 3 RIA.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Conformément aux prescriptions, un troisième extincteur sur roue doit être positionné dans le bâtiment de stockage, dans l'attente de la réalisation des 3 RIA.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 8 : Prélèvements d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Ressources en eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux essais des matériels destinés à le combattre ou à la consommation domestique du personnel sont limités à 600 m<sup>3</sup> par an (la moitié étant dédiée au lavage des sols, équipements et process, le reste étant dédié au process d'hydrogénation dont celui de production d'hydrogène).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de suivi montre une consommation, au 31 octobre, de 461 m<sup>3</sup>. La consommation mensuelle oscille entre 28 m<sup>3</sup> et 45 m<sup>3</sup> (hors recharge des citernes) selon que l'électrolyseur soit exploité ou non (selon l'analyse de l'exploitant qui envisage d'utiliser les eaux issues du process H<sub>2</sub>O pour alimenter cette installation).</p>

L'exploitant indique planifier la pose d'un compteur dédié au process d'hydrogénation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra les justificatifs relatifs à la pose du compteur complémentaire et à la consommation d'eau (facture).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Protection du réseau d'eau potable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les ouvrages de distribution d'eau depuis le réseau public sont équipés de dispositif de mesure totalisateurs et d'un dispositif de disconnexion, ou de tout autre dispositif équivalent, afin d'empêcher tout phénomène de retour de substances dans le réseau d'adduction.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente un document de réception du disconnecteur, produit le 11 février 2024 par la société AXIMA. Un contrat d'entretien annuel a par ailleurs été établi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Maîtrise des risques process hydrogénation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 9.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met notamment en œuvre les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise à la terre des rétentions et connexion des Grands Récipients pour Vrac (GRV) contenant les hydrocarbures ;</li> <li>• utilisation de pompes ATEX ;</li> <li>• présence de dispositifs empêchant le retour de gaz ou liquides issus du process dans les GRV ;</li> <li>• balayage d'un flux continu d'azote dans le ciel des cuves matières premières / produits finis avec coupure automatique de l'alimentation en hydrogène en l'absence d'azote.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les installations répondent aux attendus. L'inspection a pu visualiser les pompes ATEX, la mise à la terre et les événements installés afin d'empêcher le retour d'hydrogène dans

les deux cuves.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'installation par la société VINCI TECHNOLOGIES du système de contrôle de balayage azote dans le ciel des cuves B010 et B400 sera justifiée (facture, réception...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Maîtrise des risques fluide caloporteur des process H2O-1, H2O-2 et R700

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 9.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au point le plus bas des circuits contenant le fluide caloporteur des chaudières associées aux process H2O-1, H2O-2 et R700, un dispositif de vidange totale est aménagé permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque du circuit. L'ouverture de cette vanne interrompt automatiquement le système de chauffage. Le dispositif est manœuvrable en toute circonstance, sans présence humaine au sein même de la rétention. ; Une rétention ceinturant les chaudières permet de contenir le fluide caloporteur. ; Une cloison coupe-feu est implantée entre la chaudière H2O-2 et le groupe de chaudières H2O-1 et R700 afin de supprimer les effets domino pendant 1 heure.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il a été visualisé le dispositif de vidange, la rétention et la cloison coupe-feu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra un justificatif concernant l'implantation d'un arrêt automatique du chauffage en cas d'ouverture du circuit de fluide caloporteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Rétention des produits dangereux (bâtiment stockage)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le hall de stockage dispose de seuils surélevés ou autres dispositifs équivalents afin de constituer

une rétention.
<b>Constats :</b>  Le périmètre du bâtiment de stockage est ceinturé au sol par une bordure métallique de 2 cm de haut, constituant une rétention de plus de 70 m <sup>3</sup> . Considérant le stockage sous forme de GRV de volume 1 m <sup>3</sup> et les quantités autorisées de stockage de produits dangereux hors réservoirs extérieurs de 30 m <sup>3</sup> , cette rétention apparaît adaptée (complétée le cas échéant par le bassin de rétention de 750 m <sup>3</sup> en cas d'incendie).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Il distingue 3 types de zones : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les zones à risque permanent ou fréquent ;</li> <li>• les zones à risque occasionnel ;</li> <li>• les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.</li> </ul> Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;</li> <li>• zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ;</li> <li>• zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.</li> </ul> Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose du dossier relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) produit par l'APAVE le 15 mai 2024.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il convient de produire un plan de localisation des zones à risques (incendie, émanations toxiques, explosion).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un progiciel de gestion intégrée accessible sur l'internet ("ERP cloud " pour Entreprise Ressource Planning) et est en capacité d'établir en temps réel un état des stocks.  Il apparaît cependant difficile d'accéder rapidement aux données telles que l'emplacement des produits dangereux et leur quantité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le progiciel doit évoluer afin de renforcer son ergonomie (accès rapide aux quantités de produits dangereux et à leur localisation).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 15 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>En dehors des heures de présence du personnel, une télésurveillance avec report extérieur est assurée 24 h sur 24.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir</p>

rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris en dehors des horaires d'exploitation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le site bénéficie d'une télésurveillance intrusion / incendie 24/24. Un contrat a été établi avec la société DOG MAN (présentation des factures) qui se déplace sur site si nécessaire. Il présente les fonctionnalités de l'application du système de sécurité incendie (SSI) : enregistrement de toutes les intrusions / activation détection incendie.</p> <p>Le procès-verbal de réception de ces installations a été établi en mars 2021 par la société Finsecur.</p> <p>Le contrôle des accès est effectué par badges. Selon les autorisations individuelles, des zones (tel que le laboratoire) ne sont pas accessibles à tous les salariés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Liste des mesures de prévention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 8.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de prévention et de limitation des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les détecteurs (liquide, gaz, vapeurs, fumées, etc.) avec leur fonctionnalité, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Cette liste est transmise dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 30 janvier 2024, l'exploitant avait transmis une liste de mesures. Cette liste apparaissait devoir être consolidée (nombreuses mentions "à créer" en colonne "Suivi - Mesures de prévention").</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente la GMAO (cf point de contrôle n°6) permettant de suivre et planifier la maintenance (des alertes sont générées quand les échéances sont dépassées).</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité de montrer le programme de suivi des capteurs / détecteurs évoqués aux points de contrôle n°10 (Maîtrise des risques process hydrogénation / détecteur de</p>

flux azote) et 11 (Maîtrise des risques fluide caloporteur / détecteur d'ouverture de vanne).

Les capteurs des atmosphères H2 / hydrocarbures font l'objet d'un suivi annuel (contrat établi).

L'exploitant souligne que le process R700 (estérification) fait l'objet de fiches de risques (listant les contrôles à effectuer au regard de l'analyse des risques réalisée dans le cadre de la production de l'étude de dangers). Le jour de l'inspection, 39 fiches sont enregistrées pour ce process dans la GMAO.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le travail réalisé pour le process R700 doit être étendu aux autres process dont "H2O" et "hydrogénation" afin que soient établies les fiches de risques pour chacun des process exploités, conformément à l'étude de danger. La liste établie en début d'année doit être consolidée afin qu'elle puisse répondre aux attendus.

En cas de non-respect du délai, l'exploitant s'expose à des suites de type mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 17 : Modification des installations**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R. 181-46

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications à régulariser / projetées

**Prescription contrôlée :**

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il envisage l'implantation de deux centrales photovoltaïques au sol, à l'ouest du site, d'une puissance totale inférieure à 300 kW. Ce projet devra faire l'objet d'un porter-à-connaissance (PAC) afin de répondre notamment aux dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.

En outre, l'exploitant signale le projet de construction d'une nouvelle installation de déshydratation des alcools en alcènes ("H<sub>2</sub>O-3") qui serait implantée au sud du site. Un PAC est en cours de rédaction. Le projet intègre la réalisation de stockages complémentaires d'alcools gras sous la forme de 3 nouveaux réservoirs de capacité individuelle 30 m<sup>3</sup> (soit environ 72 t d'alcools). Deux réservoirs de 30 m<sup>3</sup> de stockage de produits finis sont également prévus.

L'inspection souligne que, les alcools stockés sur site dédiés au process d'hydrogénation relevant de la rubrique 4510 (mentions de danger H400 / H410), la quantité totale de ces produits dépasserait le seuil de l'autorisation (100 t). Le site relèverait alors du régime Seveso seuil bas et, au titre du point b) de la première colonne du tableau annexé à l'article R. 122-2, serait soumis à évaluation environnementale systématique.

Enfin, il apparaît que les 3 réservoirs de 30 m<sup>3</sup> implantés à l'est du site sont dédiés au stockage d'alcools alors que l'arrêté d'autorisation n'en prévoit que 2 pour ces produits.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit d'ores et déjà transmettre un PAC afin d'informer le préfet de la modification des stockages extérieurs et doit planifier la transmission d'un PAC pour la pose des panneaux photovoltaïques.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois**N° 18 : Garanties financières****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 2 janvier 2024, article 1.3**Thème(s) :** Situation administrative, Constitution de garanties financières**Prescription contrôlée :**

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations suivantes :

- la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ;
- les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions du paragraphe VI de l'article R. 516-2.



Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : 3410 alinéa a) et 3410 alinéa b).

**Constats :**

Le dispositif des garanties financières qui s'imposait à certaines ICPE présentant des risques de pollution des sols, tel que le site objet du présent rapport, a été supprimé par le décret no 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement (article 64).

**L'exploitant n'a donc plus lieu de constituer les garanties financières prescrites au chapitre 1.3 de l'arrêté d'autorisation.**

Toutefois, si le projet décrit au point 17 venait à voir le jour, l'exploitant serait à nouveau soumis à constitution de garanties financières au titre du régime Seveso seuil bas.

**Type de suites proposées :** Sans suite